



Bac pro 3 ans : Où en est-on, où va-t-on ?

Presque 5 ans après sa généralisation, la nécessité d'un bilan s'impose !

A l'évidence, le bac pro en 3 ans suscite de nombreuses réactions et inquiétudes.

- **Une année d'enseignement en moins, c'est 25% de temps de formation perdu.**

Cette amputation ne peut être considérée comme négligeable. Les PLP rencontrent aujourd'hui des difficultés pour transmettre tous les savoirs nécessaires au niveau IV.

- **La mise en place des CCF a profondément désorganisé les établissements.**

Elle entraîne une surcharge importante de travail pour les collègues et une remise en cause de la valeur nationale du diplôme et de l'égalité de traitement de tous les candidats.

- **L'instauration de grilles trisannuelles n'indiquant plus de seuil de dédoublement a conduit à des situations très tendues dans certains établissements.**

La combinaison de ces facteurs génère une perte d'heures d'enseignement professionnel et général, une dégradation des conditions de travail pour les enseignants et d'études pour les élèves.

- **La réforme du bac pro impose dans les établissements, la mise en place de l'accompagnement personnalisé sur les moyens des DHG.**

Cette aide ne peut remédier systématiquement aux difficultés importantes rencontrées par les élèves. Elle supprime trop souvent les possibilités de dédoublement qui seraient plus utiles.

Certaines organisations ont accompagné la mise en place de la réforme en 2007. En ce qui la concerne, la **CGT** Éduc'action s'est opposée, dès le départ, à la **généralisation** du bac pro en 3 ans et donc à la suppression de tous les bacs pro en 4 ans. Elle exige aujourd'hui l'ouverture immédiate du dossier et la remise à plat de toute la réforme.

En novembre 2013, le Ministère a ouvert des discussions sur l'organisation des **CCF et des PFMP**. Après 3 réunions, nous n'avons, à ce jour, aucune certitude sur ce qui sera finalement proposé. Le retard pris par le cabinet du ministre ne permet pas d'être optimiste sur des possibilités réelles de modifications, allant dans le sens de nos revendications, pour la rentrée 2014.

De même, pour le **bac pro GA** (gestion administration) dont la **CGT** Éduc'action a condamné la mise en place, les discussions commencées en mars 2014 n'ont pour le moment pas abouti. Les difficultés rencontrées par les personnels (notamment par des consignes pédagogiques différentes d'une académie à l'autre), le stress et la souffrance au travail qui en résultent, pour une partie des personnels, ne sont pas suffisamment pris en compte par l'inspection générale. Les discussions se poursuivent, la **CGT** Éduc'action suit tout particulièrement ce dossier révélateur des dérives que comportent la réforme du bac pro en 3 ans et le tout CCF.

Les élections professionnelles de décembre 2014, seront le moment pour les PLP d'exprimer leur désaccord avec les politiques gouvernementales menées depuis des années dans la voie professionnelle.

Le dossier du bac pro 3 ans n'est pas la seule source d'inquiétude pour les PLP et l'ensemble des personnels EREA, SEGPA, LP, LPO. Les menaces sur la régionalisation de la formation professionnelle et le développement à tout va de l'apprentissage sont des dossiers sur lesquels nous reviendrons.